



Laudatio de Luis Norberto González Alonso, padrino del doctor *honoris causa* por la Universidad de Salamanca Manuel Marín (Francés)

Monsieur le Recteur,  
Monsieur le chef du Gouvernement,  
Monsieur le Président de la Commission européenne,  
Monsieur le Président de la Junta de Castilla y León,  
Chères Paloma et Alejandra Marín,  
Autorités,  
Membres du Collège de Docteurs et de la communauté de l'Université,  
Mesdames et Messieurs,

Je suis honoré de prendre la parole lors de cette cérémonie solennelle, grâce à la générosité de Monsieur le Recteur et de son équipe gouvernementale qui, il y a quelques mois, ont décidé de me confier la responsabilité de défendre, d'abord devant le Conseil de Direction, puis devant le Claustro de Doctores de notre Université, la proposition institutionnelle pour l'attribution du doctorat honorifique *Honoris Causa* de l'Université de Salamanque à Manuel Marín González. J'ai accepté avec grand plaisir ce que je considère comme un privilège, avec la ferme conviction que la personnalité qui est incorporée dans notre Claustro aujourd'hui mérite non seulement cette haute distinction, mais aussi la gratitude de toute une génération d'Espagnols et d'Européens, parmi lesquels je me trouve. Comprenez donc mes paroles de la matinée d'aujourd'hui, comme encouragées par ce double objectif.

Avant de les prononcer, permettez-moi de vous donner quelques images du cheminement professionnel et vital de notre nouveau Docteur.

Monsieur le Recteur, mesdames et messieurs membre du Claustro, si nous, les universitaires, sommes jugés par la qualité de notre travail d'enseignement et de recherche, par notre contribution à notre génération et à la transmission du savoir, la trajectoire des personnes qui se consacrent à la noble profession de politicien, comme cela a été le cas pendant plusieurs décennies de Manuel Marín, doit être évaluée sur la base de leur capacité à transformer la réalité qui les entoure, dans le but de favoriser le progrès social et, par conséquent, d'améliorer efficacement la vie de leurs concitoyens.



Croyez-moi si je vous dis qu'il s'agit là d'aspirations que Manuel Marín a réalisées à maintes reprises tout au long de sa carrière, après avoir mené avec véhémence, mais aussi avec une vraie rigueur, de grandes batailles politiques tant en Espagne qu'au niveau européen. L'une d'entre elles, mais pas la seule, a été la conception et la mise en œuvre du programme Erasmus en 1987, au cours de ses premières années en tant que membre de la Commission européenne.

Mais avant son arrivée à Bruxelles, notre nouveau membre du Claustro a eu l'occasion de prouver ces qualités au service de la société espagnole, qui voyait s'ouvrir un nouvel horizon tant attendu avec le début de la transition démocratique. Ce fut sans doute un moment passionnant pour un jeune homme engagé dans la politique et la cause de l'intégration européenne, les deux grandes vocations de Manuel Marín. Grâce à ses efforts personnels, il a pu achever dans la première moitié des années 70 une excellente formation post-maîtrise en droit européen à l'Université de Nancy (France) et au Collège d'Europe de Bruges (Belgique). Ceci, bien sûr, n'est pas passé inaperçu chez les responsables de sa famille politique, le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, qu'il avait rejoint en 1974. Après la victoire électorale d'octobre 1982, Manuel Marín a été nommé par le premier gouvernement socialiste secrétaire d'État chargé des relations avec les Communautés européennes et, en tant que tel, il a été chargé de diriger la dernière et la plus importante étape des négociations d'adhésion qui aboutiront, le 12 juin 1985, à la signature du traité d'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes. Il a donc été responsable, à l'âge de 33 ans, de diriger une opération historique d'une complexité sans précédent dont dépendait en grande partie l'avenir de notre pays.

À cette époque, Manuel Marín avait déjà accumulé une riche expérience parlementaire, puisqu'il occupait un siège à l'Assemblée Nationale depuis la législature constituante. Il était alors le plus jeune député d'une Chambre qu'il finirait par présider lors de la 8e législature démocratique, avant de se retirer de la vie politique en 2008. Le prestige acquis au fil de tant d'années d'excellentes pratiques parlementaires, passionnées par la forme et extrêmement rigoureuses dans le fond, a permis d'aboutir à un large consensus lors de cette élection. Il vaudra toujours la peine -et je m'exprime à présent en tant que spécialiste du droit communautaire- de revenir à l'agenda des sessions pour revoir certains de ses discours, tels que ceux qu'il a prononcés lors de ce débat inoubliable de juin 1985 sur l'approbation de la loi organique autorisant la ratification du traité d'adhésion: une véritable leçon magistrale sur le sens ultime de l'article 93 de la Constitution et sur ce qu'il allait représenter en termes juridiques pour l'Espagne et son incorporation aux Communautés Européennes, un domaine encore méconnu à l'époque pour la majorité des juristes de notre pays.

Après avoir atteint l'objectif historique de la pleine intégration européenne, Manuel Marín a été proposé par le gouvernement espagnol pour faire partie de la Commission européenne, initiant ainsi un long et fructueux voyage de plus de treize ans

à Bruxelles. Au sein de l'institution, il a exercé diverses responsabilités, occupant toujours l'une des vice-présidences et même, pendant quelques mois particulièrement difficiles en 1999, il a été contraint d'assumer les fonctions de président par intérim. C'est précisément au cours de ces premières années, en tant que commissaire chargé des affaires sociales, de l'éducation et de l'emploi - un portefeuille à qui il a fallu donner du sens petit à petit - que Manuel Marín a favorisé la création d'un programme de mobilité qui, avec le temps et avec des moyens financiers modestes, transformera à jamais le paysage universitaire européen.

Pour ce faire, il a fallu vaincre la résistance, voire même l'opposition frontale, d'un bon nombre de gouvernements nationaux qui rejetaient toute "ingérence européenne" dans leurs politiques éducatives et soupçonnaient que cela puisse faire augmenter le coût du financement communautaire. Peu de gens se souviennent que, pendant ces discussions tendues, le nouveau commissaire espagnol a dû menacer de retirer la proposition de la table du Conseil, face à la perspective que les ministres réduisent si drastiquement l'ambition du nouveau projet que celui-ci risque d'être complètement sapé. Comme Manuel Marín le confessa lui-même des années plus tard, "ça a marché", et peu de temps après, une poignée de jeunes Européens (dont je faisais partie) se rendait compte, avec autant de surprise que d'enthousiasme, que les portes d'autres universités du continent lui étaient ouvertes, avec des possibilités de développement académique et personnel inimaginables jusque-là.

Aujourd'hui, après trois décennies, le programme Erasmus est unanimement salué comme un exemple de la meilleure Europe, des actions complémentaires ou de soutien de l'Union qui, tout en respectant les compétences essentiellement nationales dans certains domaines - comme l'éducation ou la culture - et grâce à des interventions limitées, peuvent apporter une valeur ajoutée européenne qui fait la différence pour les bénéficiaires de ces politiques publiques, c'est-à-dire pour les citoyens.

En tout état de cause, il ne s'agirait là que d'une première bataille puisque, avec la même détermination et à partir d'autres positions au sein du Collège des Commissaires, Manuel Marín a pu faire avancer dans les années qui ont suivi de nombreuses autres initiatives d'une grande importance, qui ont contribué et contribuent encore aujourd'hui de manière très significative à construire l'Europe dans le respect de ses valeurs fondatrices. Permettez-moi de vous rappeler, en raison de sa signification particulière, l'une d'entre elles: la création en 1992 du service d'Aide Humanitaire de la Commission Européenne (ECHO), un paradigme d'efficacité pour soutenir ceux qui luttent pour défendre la dignité humaine là où la souffrance s'attaque aux plus faibles et aux plus vulnérables.

“Le plus grand danger pour l'unité européenne est la fatigue, le manque de confiance dans les idéaux. L'Union européenne peut perdre son âme et sa colonne

vertebrale”. Ces paroles, prononcées il y a plus de vingt ans à cette même tribune par le Professeur Araceli Mangas dans sa Laudatio du Président Jacques Delors - avec qui Manuel Marín a eu l'occasion de partager la majeure partie de son voyage à la Commission européenne - étaient non seulement prémonitoires à son époque, mais elles restent malheureusement pleinement valables aujourd'hui. Je suis convaincu que peu de personnalités ont, ces derniers temps, incarné l'antidote à ces maux mieux que notre nouveau membre du Claustro de Doctores: une trajectoire politique impeccable, toujours inspirée par la défense des valeurs européennes et de l'idéal européen, ainsi qu'une ferme détermination à donner une âme à ce grand projet commun. Bref, une référence et une source inépuisable d'inspiration pour tous ceux qui, à l'avenir, devront continuer à prendre le relais dans cette aventure passionnante de la construction européenne.

Pour tout ceci, je suis honoré,

M. le Recteur,

Mesdames et Messieurs membres du Collège des Docteurs,

de demander solennellement la permission pour Manuel Marín González de recevoir le doctorat honoris causa de l'Université de Salamanque.

Rector Magnifice, peto gradum doctoris in Utroque Iuris Domino Manuel Marín González.